|  |
| --- |
| **Etablissement français du sang – Ile-de-France**  Z.A. LEAPARK – Bâtiment B – 122-130, rue Marcel Hartmann – 94200 Ivry-sur-Seine  **Prestations de maintenance préventive et corrective des incubateurs CO2 et étuves de laboratoire**  Articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1° et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique    **Acte d’engagement valant cahier des CLAUSES PARTICULIERES (AE-CCP)** |

**Référence de la consultation : 2023EFSIDFR810**

**Marché n° :**

**SOMMAIRE**

[PARTIE 1 - DEFINITIONS 4](#_Toc211848886)

[PARTIE 2 - PREAMBULE - PRESENTATION DE L’EFS 6](#_Toc211848887)

[2.1. Les missions principales de l’EFS 6](#_Toc211848888)

[2.2. Les autres missions de l’EFS 7](#_Toc211848889)

[2.3. L’organisation de l’EFS 7](#_Toc211848890)

[PARTIE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES 9](#_Toc211848891)

[3.1. Objet du marché 9](#_Toc211848892)

[3.2. Allotissement 9](#_Toc211848893)

[3.3. Localisation et évolution du parc des équipements 9](#_Toc211848894)

[3.4. Modalités d’exécution des Prestations 9](#_Toc211848895)

[3.5. Documentation à fournir pour tous les lots 13](#_Toc211848896)

[3.6. Moyens mis en œuvre 14](#_Toc211848897)

[3.7. Relation client-fournisseur 14](#_Toc211848898)

[3.8. Prévention, sécurité et confidentialité 15](#_Toc211848899)

[3.9. Développement durable 16](#_Toc211848900)

[3.10. Délais applicables 16](#_Toc211848901)

[3.11. Politique qualité de l’EFS-IDF 16](#_Toc211848902)

[PARTIE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES 17](#_Toc211848903)

[4.1. Procédure de passation 17](#_Toc211848904)

[4.1. Marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires 17](#_Toc211848905)

[4.2. Allotissement 17](#_Toc211848906)

[4.3. Forme 17](#_Toc211848907)

[4.4. Durée 18](#_Toc211848908)

[4.5. Langue d’exécution 18](#_Toc211848909)

[4.6. Respect des principes de la République 19](#_Toc211848910)

[4.7. Pièces constitutives 19](#_Toc211848911)

[4.8. Exécution 20](#_Toc211848912)

[4.9. Pénalités 22](#_Toc211848913)

[4.10. Sous-traitance 23](#_Toc211848914)

[4.11. Modifications 23](#_Toc211848915)

[4.12. Défaillance du Titulaire 26](#_Toc211848916)

[4.13. Règlement financier 26](#_Toc211848917)

[4.14. Confidentialité 29](#_Toc211848918)

[4.15. Responsabilité – Assurances 30](#_Toc211848919)

[4.16. Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique) 31](#_Toc211848920)

[4.17. Exécution aux frais et risques 32](#_Toc211848921)

[4.18. Litiges 32](#_Toc211848922)

[4.19. Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale 32](#_Toc211848923)

[PARTIE 5 - ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)* 33](#_Toc211848925)

[5.1. Cet acte d'engagement correspond : 33](#_Toc211848926)

[5.2. Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques 33](#_Toc211848927)

[5.3. Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts 35](#_Toc211848928)

[5.4. Identification du pouvoir adjudicateur 37](#_Toc211848929)

[PARTIE 6 - DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)* 38](#_Toc211848930)

# DEFINITIONS

Pour l’application et l’interprétation du présent document dans le cadre du présent marché public, les termes et expressions figurant ci-dessous ont la signification suivante. En ce qui concerne les termes et expressions ne contenant pas uniquement des majuscules, cette règle est applicable dès lors qu’ils sont utilisés avec une majuscule à la première lettre du premier mot (ex : « Bons de commande »).

**« AE-CCP »** : le présent acte d’engagement valant cahier des clauses particulières

**« Bons de commande »** : les commandes passées sur le fondement de l’Accord-cadre

**« BPU »** : le bordereau de prix unitaires

**« CCAG-FCS »** : le [cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341), dans sa version approuvée par arrêté du 30 mars 2021

**« DCE »** : le dossier de consultation des entreprises

**« DPGF »** : la décomposition du prix global et forfaitaire

**« e-Attestations »** : la plateforme e-Attestations, plateforme de dématérialisation utilisée par l’EFS pour vérifier la conformité de la situation réglementaire de ses fournisseurs, pour lesquels l’utilisation de la plateforme est gratuite et disponible à l’adresse <https://www2.e-attestations.com/>

**« EFS »** : l’Etablissement français du sang, établissement public de l’Etat placé sous la tutelle du ministre chargé de la santé et constitué de treize établissements de transfusion sanguine (ETS) locaux, dont dix en métropole et trois en outre-mer

**« EFS-IDF »** : l’ETS d’Ile-de-France

« EPI » : équipements de protection individuelle

**« ETS »** : établissement de transfusion sanguine, établissement local de l’EFS ne disposant pas de la personnalité juridique, dont les besoins sont coordonnés par le siège de l’EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l’EFS

**« HSE »** : Hygiène, Sécurité et Environnement

**« Maintenance »** : l’ensemble des actions permettant de conserver ou de rétablir un bien dans un état spécifié ou en mesure d’assurer un service déterminé.

**« Maintenance préventive » :** elle est effectuée selon des critères prédéterminés dans l'intention de réduire la probabilité de défaillance d'un bien ou la dégradation d'un service rendu et de maintenir, dans le temps, les performances de matériels ou équipements à un niveau optimal proche de celui des performances initiales.

**« Maintenance corrective »** : ensemble des activités réalisées après la défaillance d’un équipement ou la dégradation de sa fonction, pour lui permettre d’accomplir une fonction requise

« **Marché (ou Accord-cadre) »** : le présent marché public, traité en partie sous la forme d’un marché à prix global et forfaitaire et traité en partie sous la forme d’un accord-cadre sur la base duquel sont émis des bons de commande, constitué des pièces contractuelles énumérées à l’AE-CCP

**« NCR »** : une non-conformité régionale, laquelle est adressée au Titulaire en cas de manquement à ses obligations contractuelles

**« Prestations »** : les prestations (fournitures / services) objets du Marché définies aux clauses techniques particulières de l’AE-CCP

**« PSL »** : les produits sanguins labiles

**« Responsable de site »** : le responsable administratif d’un site de l’EFS-IDF

**« Cadre de site »** : une personne chargée de la gestion administrative d’un site de l’EFS-IDF, il est placé sous l’autorité du responsable de site

**« GTI »** : la garantie de temps d’intervention

**« GTR »** : la garantie de temps de rétablissement

**« RGPD »** : le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

**« Sous-traitant »** : une personne physique ou morale exécutant certaines parties du Marché autorisées à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement par l’EFS-IDF

**« Titulaire »** : le soumissionnaire auquel l’EFS-IDF a notifié le Marché

# PREAMBULE - PRESENTATION DE L’EFS

Sous tutelle du ministère des affaires sociales et de la santé, l’EFS est un établissement public de l’Etat créé le 1er janvier 2000. Opérateur civil unique de la transfusion sanguine en France, l’EFS veille à la satisfaction des besoins en matière de produits sanguins labiles dans le respect des principes éthiques du don de sang. L’EFS est chargé de promouvoir le don du sang, les conditions de sa bonne utilisation et de veiller au strict respect des principes éthiques par l'ensemble de la chaîne transfusionnelle : un don de sang volontaire, bénévole et anonyme et en l'absence de profit.

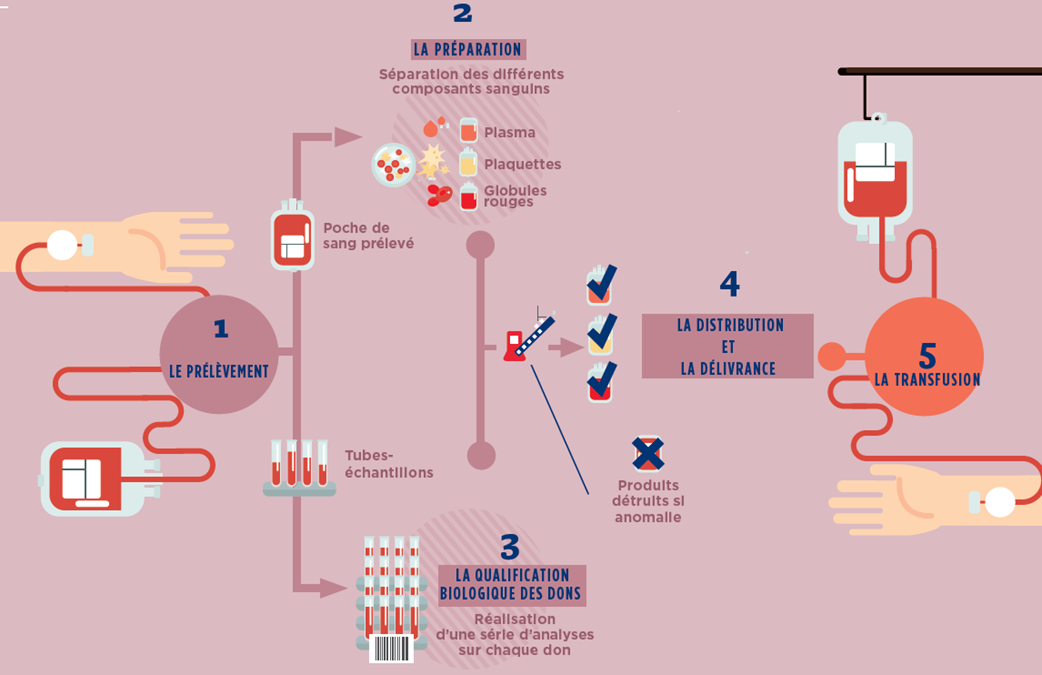
L’EFS participe à soigner 1 million de patients chaque année en approvisionnant 1 500 établissements de santé publics et privés en PSL issus de ces dons de sang éthiques.

Afin d’assurer une qualité optimale des produits sanguins préparés, l’EFS adapte en permanence l’activité de transfusion sanguine aux évolutions médicales, scientifiques et technologiques. Il veille au respect des bonnes pratiques transfusionnelles et au développement de la qualité pour tous les processus transfusionnels, de manière à assurer une qualité homogène sur l’ensemble du territoire.

L’EFS assure la gestion du service public transfusionnel et ses activités annexes.

## Les missions principales de l’EFS

Afin de mener à bien sa mission de service public, l’EFS bénéficie d’un monopole pour les activités de collecte du sang, de qualification biologique du don, de préparation, et de distribution des produits sanguins labiles aux établissements de soins privés et publics. Il organise ces activités ainsi que l’activité de délivrance et effectue le contrôle de qualité des produits sanguins.



*Parcours d’une poche de sang (ci-dessus)*

### Le prélèvement

Le prélèvement est assuré dans 127 sites fixes de prélèvement en France ainsi que dans le cadre de 40 000 collectes mobiles organisées chaque année. L'EFS collecte soit du sang total soit certains composants du sang (plasma, plaquettes).

### La préparation

La poche prélevée est dirigée vers un plateau de préparation. Le sang est séparé en ses différents composants par la centrifugation, puis déleucocyté (filtration des globules blancs véhiculant les virus et certaines bactéries). L'EFS compte 17 plateaux de préparation.

### Le contrôle qualité

Le contrôle qualité permet de vérifier la conformité des produits préparés par rapport à des références de caractéristiques réglementaires ou des spécifications préétablies.

### La qualification des dons

Au moment du prélèvement, des tubes sont également recueillis pour effectuer des tests immunologiques et sérologiques. La qualification permet de rechercher la présence des marqueurs viraux et de détecter toute anomalie du sang ou de ses composants. L'EFS compte 4 plateaux de qualification.

### La distribution et la délivrance

Après vérification de l'absence d'anomalies sur le don ou de réactions positives aux tests de dépistage, les produits sanguins sont distribués aux établissements de santé et attribués au patient sur prescription médicale nominative. La durée de vie des produits est variable : 5 jours pour les plaquettes, 42 pour les concentrés de globules rouges, plusieurs mois pour le plasma congelé.

## Les autres missions de l’EFS

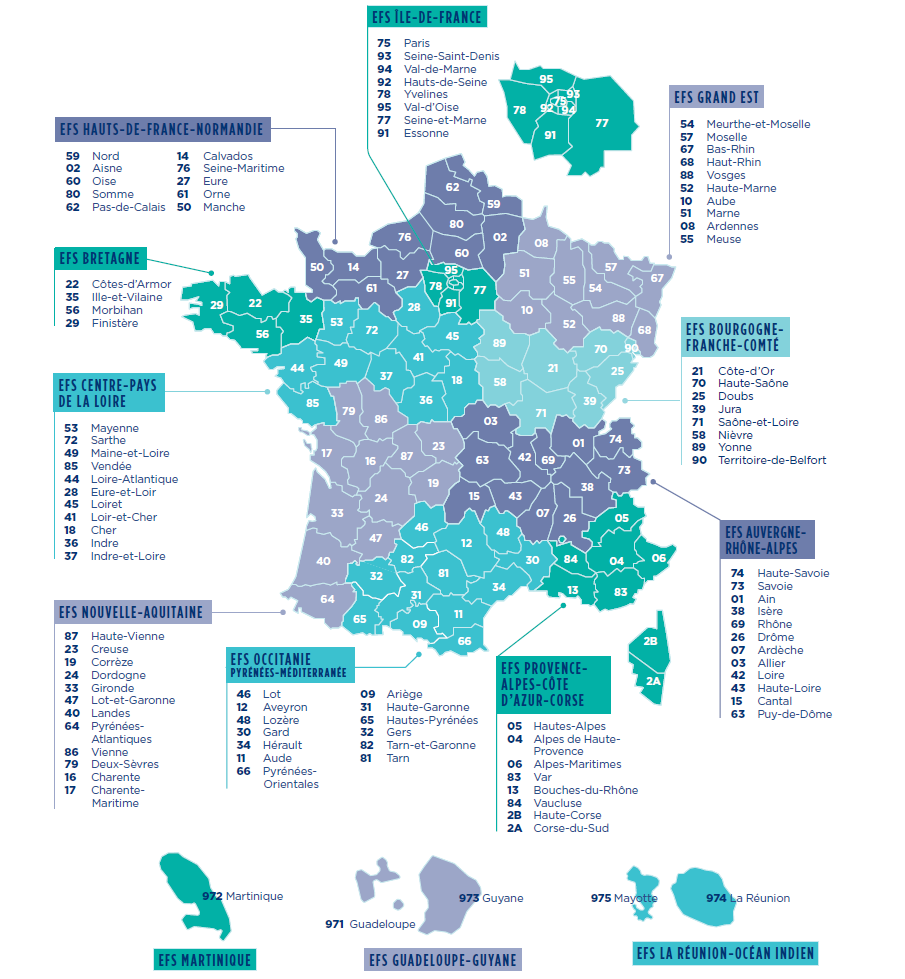
L'EFS a vocation à développer toute activité liée à la transfusion sanguine. Il peut à ce titre être autorisé à fabriquer, importer et exploiter des médicaments dérivés du sang.

L’EFS peut, en outre, à titre accessoire, être autorisé à exercer d'autres activités de santé dont des activités de soins et de laboratoire de biologie médicale. A ce titre l’EFS effectue des examens d'immunohématologie « receveur » afin de vérifier la compatibilité entre les caractéristiques du receveur et celles du produit qui lui est destiné.

L’EFS assure également l’approvisionnement en plasma du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB) en vue de la fabrication de produits stables. A côté de ces activités de transfusion sanguine, l’EFS s’implique également dans d’autres activités comme l’ingénierie cellulaire, la biologie médicale, la banque de tissus...

## L’organisation de l’EFS

L’EFS est composé de 13 ETS, sans personnalité morale, répartis sur l’ensemble du territoire français.



Le Marché est passé pour les besoins de l’EFS-IDF.

# DISPOSITIONS TECHNIQUES

## Objet du marché

Le Marché a pour objet des prestations de maintenance préventive et corrective des incubateurs CO2 et étuves de laboratoire des sites de l’EFS-IDF.

Les Prestations attendues dans le cadre du Marché sont décrites dans les paragraphes suivants des dispositions techniques.

## Allotissement

Les Prestations sont alloties comme suit. Chaque lot donne lieu à la notification d’un Marché.

* **Lot 1** : Maintenance préventive et corrective des incubateurs CO2
* **Lot 2**: Maintenance corrective des étuves de laboratoire

## Localisation et évolution du parc des équipements

L’annexe 2 – Liste des équipements de l’AE-CCP répertorie les informations relatives aux installations actuelles de l’EFS-IDF.

Les installations concernées peuvent évoluer à tout moment en quantité ainsi qu’en localisation. Le Titulaire du Marché en est informé par la transmission de l’annexe 2 modifiée.

## Modalités d’exécution des Prestations

### Spécifications communes aux lots 1 et 2

#### Normes et réglementation

L’ensemble des contrôles est réalisé au regard des réglementations, normes et référentiel pertinents notamment :

* Directive Européenne n°2002-98 du 27 janvier 2003 du Parlement Européen et du Conseil établissant des normes de qualité et de sécurité pour la collecte, le contrôle, la transformation, la conservation et la distribution du sang humain, et des composants sanguins, et modifiant la directive 2001/83/CE.
* NF X60-000 (Avril 2016) ou équivalent : Maintenance industrielle - Fonction maintenance ;
* NF EN ISO 13485 (2016) ou équivalent : Dispositifs médicaux - Systèmes de management de la qualité- Exigences à des fins réglementaires.

Cette liste n’est pas exhaustive.

D’une manière générale, le Titulaire s’engage à se conformer à toutes les dispositions réglementaires et normatives en vigueur à la date de notification du marché et pour la durée totale du marché.

Le Titulaire est tenu de se conformer aux éventuelles évolutions de la réglementation qui surviendraient au cours de l’exécution du marché, ceci sans supplément de prix.

#### Généralités

Une assistance téléphonique doit être disponible à minima du lundi au vendredi entre 9h et 16h30. Les coordonnées de ce service sont communiquées à l’EFS-IDF lors de la réunion de lancement.

Cette assistance est destinée à apporter à l’EFS-IDF toutes les informations, explications et toute l’assistance technique nécessaire à l’utilisation en routine et à la maintenance des équipements, à informer le Titulaire en cas de panne ou d’anomalie.

Les demandes d’interventions de maintenance corrective sont déclenchées par un mail de l’EFS-IDF avec pour pièce jointe l’avis généré par son logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur (GMAO) ou par tout autre moyen de communication permettant de connaître précisément la date et l’heure de la demande.

Cette demande d’intervention est ensuite régularisée par un Bon de commande conforme aux prix unitaires indiqués dans l’annexe financière.

Le prix des pièces détachées est soumis à acceptation après l’envoi d’un devis conforme au pourcentage de remise catalogue consenti dans l’annexe financière.

Les interventions de maintenance corrective sont effectuées les jours ouvrés du lundi au vendredi et uniquement sur site.

#### Accès aux locaux

Les interventions effectuées dans le cadre des Prestations se déroulent dans le respect des procédures internes de l’établissement et selon les consignes de sécurité rédigées par le service Hygiène, Sécurité et Environnement (HSE) de l’EFS-IDF, notamment concernant l’autorisation d’accès aux bâtiments, les règles de circulation dans les locaux, les règles internes d’hygiène et de sécurité, les règles d’habillage particulières pour accéder aux laboratoires.

#### Personnels chargés de la réalisation des prestations

Le Titulaire désigne les personnels chargés de la réalisation des Prestations.

Ces personnels disposent :

* Des qualifications et des compétences adaptées aux équipements et aux Prestations faisant l’objet du Marché, ainsi que des habilitations à jour nécessaires à l’exécution des Prestations ;
* De tous les outils et de tous les moyens techniques nécessaires à l’accomplissement de leurs missions.

D’une manière générale, l’ensemble des moyens nécessaires à la réalisation des interventions est à la charge du titulaire et est conforme à la réglementation en vigueur. Aucun matériel ni aucun outillage n’est fourni par l’EFS-IDF.

### Spécifications pour la maintenance préventive des incubateurs CO2 (lot 1)

Les prestations faisant l’objet de ce lot comprennent les opérations de maintenance préventive systématique des incubateurs CO2.

Le Titulaire doit se conformer aux notices techniques des différents constructeurs, notamment lorsque les tâches sont liées à la durée de fonctionnement des équipements. S’il déroge à celle-ci ou s’il y apporte des modifications, il doit les justifier par son retour d’expérience accompagné d’un justificatif technique documenté.

Le Titulaire effectue une visite de maintenance préventive par an sur chaque équipement du parc à l’exception des 3 incubateurs en stock précités.

La main d’œuvre, les déplacements, les pièces détachées fournis dans le cadre de la maintenance préventive, le traitement des déchets liés à cette opération et tous les frais annexes sont compris dans le prix global et forfaitaire.

Les dates de visites préventives pour tous les équipements concernés sont établies d’un commun accord selon un planning annuel préétabli avec le pôle Biomédical de l’EFS-IDF en fonction des nécessités des services lors de la réunion de lancement. Ce planning est transmis pour validation du pôle biomédical par mail ([idfr.biomed-maintenance@efs.sante.fr](mailto:idfr.biomed-maintenance@efs.sante.fr)) sous format PDF au maximum 1 mois après la notification du Marché et renvoyé à chaque début de période de reconduction du marché.

Si l’une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l’autre par écrit au moins deux semaines avant la date prévue de la visite. Un avancement ou un report des visites ne peut excéder un mois sauf accord spécifique de l’EFS-IDF.

Le Titulaire ne peut exécuter sa prestation de maintenance préventive à l’occasion d’une maintenance corrective, sauf accord spécifique de l’EFS-IDF. A l’inverse, une intervention de maintenance corrective est possible lors d’une maintenance préventive en respectant les modalités d’exécution spécifiées dans le présent AE-CCP.

La maintenance préventive comporte à minima les opérations suivantes :

* Contrôle de l’état général extérieur ;
* Contrôle des branchements électriques ;
* Vérification de l’affichage, du paramétrage ;
* Contrôle de la stabilité de l’équipement (réglage pieds) ;
* Vérification et nettoyage du système d’ouverture (portes, charnières, joint de porte, serrure, contact de porte, ajustement de la porte, poignée de porte) ;
* Contrôle de l’intégrité de la cuve ;
* Vérification et nettoyage des organes de chauffage et de ventilation ;
* Vérification et nettoyage des organes de gestion des gazs ;
* Effectuer un étalonnage de la sonde CO2 ;
* Mises à jour des logiciels et des microprogrammes si besoin ;
* Vérification des éléments de sécurité et des alarmes locales.

Le Titulaire conserve l'entière responsabilité du service de maintenance, et il lui appartient de mettre en œuvre les moyens suffisants.

L’EFS-IDF se réserve le droit de demander en cas de besoin, une maintenance préventive ponctuelle dans le cadre de la remise en service d’un équipement en stock, ou de l’achat d’un nouvel équipement. Le Titulaire s’engage à intervenir dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande de l’EFS-IDF par courriel.

### Spécifications communes pour la maintenance corrective des incubateurs CO2 et étuves de laboratoire

Les prestations faisant l’objet du Marché comprennent les opérations de maintenance corrective.

#### Modalités d’exécution

Les délais maximum contractuels sont définis ci-après.

**Garantie Temps d’Intervention (GTI) :**

Le Titulaire s’engage à intervenir sur les sites dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la demande de l’EFS-IDF par courriel.

**Garantie de rétablissement après intervention (GTR) :**

Si la réparation est effectuée sans devis, la GTR débute à la première minute de la présence sur le site et s’achève au moment où les performances garanties sont à nouveau obtenues.

Si la réparation est effectuée sur devis en cas de changement de pièces non inclus dans le forfait de maintenance préventive, la GTR débute dès la validation du devis ou accord par l’EFS-IDF. Dans ce cas de figure, le Titulaire dispose d’un délai de 1 jour ouvré à compter du commencement de son intervention sur site pour produire le devis.

Les différents délais maximaux de réparation sont fixés comme suit :

* GTR sans fourniture de pièces : 1 jour ouvré ;
* GTR avec fourniture de pièces : 4 jours ouvrés.

Si le Titulaire ne peut tenir ces délais d’intervention et de remise en état, il en présente la raison au service Biomédical de l’EFS-IDF qui peut valider ou non le motif invoqué.

La prestation de maintenance corrective est considérée comme exécutée lorsque la cause du déclenchement a été résolue et que l’équipement a été remis en parfait état de fonctionnement déclaré conforme et validé par une personne compétente.

En cas de réparation infructueuse, le Titulaire précise dès le second devis les raisons du nouveau devis. Si le motif est lié à une mauvaise exécution de la première intervention, la réparation est à la charge du Titulaire.

### Garantie des pièces détachées

La garantie des pièces détachées fournies dans le cadre du Marché est de 6 mois minimum et doit être mentionnée comme telle dans le rapport d’intervention avec la date d’effet et la date d’échéance de la garantie. Aussi, si une nouvelle défaillance survient sur la pièce durant sa période de garantie, le Titulaire doit procéder à son remplacement, et ce, sans facturation.

## Documentation à fournir pour tous les lots

### Rapports d’intervention

Quelle que soit la nature de l’intervention (maintenance préventive ou corrective), le Titulaire établit sur site un rapport d’intervention écrit par la personne ayant réalisée l’intervention, comportant notamment :

* Le nom du technicien ;
* La date et l’heure de l’intervention, et le temps d’intervention ;
* Le numéro d’inventaire EFS de l’équipement ;
* Le numéro de série de l’équipement ;
* Le numéro de la demande d’intervention EFS (numéro d’avis) lors d’une maintenance corrective ;
* L’analyse des causes, les éventuelles mesures prises ;
* Les actions effectuées ;
* Les pièces changées (si maintenance corrective);
* Les opérations de remise en état définitif (si maintenance corrective).

Ce rapport comporte également :

* Pour chacun des points contrôlés : les valeurs obtenues, les valeurs cibles, le cas échéant les incertitudes de mesure et toute autre information nécessaire à l’interprétation des résultats ;
* Les préconoisations et rermaques pour un meilleur fonctionnement (par exemple : fréquence du dégrivrage, meilleur réglace..) ;
* La disponibilité des pièces détachées ou une obsolescence connue sur l’équipement.

Ce rapport doit être contresigné par le cadre de site ou par le représentant du cadre de site de l'EFS après intervention sur site. Il doit clairement spécifier que l’équipement est fonctionnel dans le cadre d’une maintenance corrective et conforme dans le cadre d’une maintenance préventive. Un exemplaire est laissé au cadre de site ou son représentant, un autre exemplaire est envoyé par le Titulaire au pôle maintenance biomédical du Service Technique de l’EFS en format PDF par mail à l’adresse [**idfr.biomed-maintenance@efs.sante.fr**](mailto:idfr.biomed-maintenance@efs.sante.fr)ou mis à disposition sur une interface WEB sous un délai de 2 jours ouvrés.

### Rapport annuel

Tous les ans, ou exceptionnellement sur demande spécifique du pôle biomédical, le Titulaire s’engage à établir un bilan détaillé et précis de l’état du parc, équipement par équipement, dont il assure la maintenance.

Ces rapports sont transmis par mail un mois au plus tard après la fin de l’exercice terminé ou la demande du pôle biomédical, soit la fin de l’année civile, au responsable pôle biomédical.

Ils comprennent à minima pour chaque équipement ses caractéristiques (n° d’inventaire EFS, n° de série et modèle) ainsi que :

* pour le lot n°1 le nombre de maintenances préventives et correctives réalisées sur les incubateurs CO2 accompagnées des dates d’intervention ainsi que les différentes pièces détachées (désignation et montant) remplacées durant l’année.
* pour le lot n°2 le nombre de maintenances correctives réalisées sur les étuves de laboratoire accompagnées des dates d’intervention ainsi que les différentes pièces détachées (désignation et montant) remplacées durant l’année.

Le Titulaire indique également la liste des équipements à remplacer prochainement, en précisant les raisons ainsi que la nature de tout ce qui est non-conforme.

Le Titulaire présente dans ce bilan des solutions permettant de remédier aux différents problèmes rencontrés dans l’année.

## Moyens mis en œuvre

Conformément à ses engagements contractuels pour la réalisation des prestations définies dans le présent marché, le Titulaire prend toutes les dispositions utiles pour assurer la mise en place des moyens techniques et du personnel affectés à la prestation.

Néanmoins, l'EFS-IDF peut demander la modification des moyens mis en place et, en particulier, le remplacement d’une partie du personnel, notamment en cas d'inadaptation à la nature de la prestation et/ou mauvais comportement. L’EFS-IDF prévient par écrit le Titulaire avant de demander tout changement.

En outre, le remplacement d'un personnel peut être exigé du Titulaire en cas de non-respect des règles de confidentialité ou de sécurité propres au lieu d'exécution de la prestation.

## Relation client-fournisseur

### Réunion de suivi

L’EFS-IDF se réserve le droit d’organiser annuellement des réunions de suivi entre le responsable/référent du Titulaire pour le Marché et les représentants désignés par l’EFS-IDF.

Ces réunions ont pour objet de traiter des éventuelles difficultés ou anomalies rencontrées dans la période écoulée et de fixer les objectifs qualités pour l’année suivante.

Chaque réunion donne lieu à l’établissement d’un compte-rendu établi par le Titulaire, dans les 15 jours suivant la réunion et contresigné par l’EFS-IDF.

### Echanges entre les parties

Le Titulaire désigne en son sein un interlocuteur unique chargé des relations avec l’EFS-IDF et de l’exécution du Marché, ainsi qu’un suppléant en cas d’absence de ce premier.

Le Titulaire s’assure que l’adresse électronique communiquée à l’EFS-IDF est fiable ainsi que le numéro de téléphone de l’interlocuteur unique transmis. Le Titulaire ne peut se prévaloir de la défaillance de l’un des deux pour s’exonérer de ses obligations.

En cas de changement de l’interlocuteur unique ou de l’interlocuteur suppléant, le Titulaire s’engage à communiquer dans les plus brefs délais l’identité de son nouveau représentant ainsi que son adresse électronique.

### Informations

Le Titulaire s’engage à prévenir, au plus tôt et par écrit, les responsables de sites de tout événement confirmé pouvant avoir une incidence sur la qualité du produit ou sur les prestations associées.

Il s’engage à actualiser les documents relatifs au matériel et à fournir ces documents actualisés aux responsables de sites.

## Prévention, sécurité et confidentialité

### Circulation des personnes

Le personnel du Titulaire se présente à l'accueil de l'EFS-IDF. Il doit porter un badge nominatif d’identification (ou une tenue au nom du Titulaire) fourni par le Titulaire et n'est pas autorisé à circuler dans d'autres locaux que ceux permettant l’accès à l’équipement à maintenir.

Le registre des visiteurs disponible à l’accueil des sites de EFS-IDF doit être complété par le personnel du Titulaire à son arrivée et à son départ.

Certains équipements sont situés dans des salles blanches. Le Titulaire ne peut avoir accès à ses salles qu’après accord du responsable d’activité ou de son représentant. L’EFS-IDF fournit au Titulaire la tenue adaptée en cas de besoin ainsi que les produits de nettoyage pour son outillage.

### Accès des véhicules

L'accès des véhicules est réglementé sur certains sites de l'EFS-IDF, limité aux opérations de chargement et de déchargement de matériel, sous réserve de ne pas gêner la circulation.

Le stationnement, lorsqu'il est possible, se fait uniquement sur les emplacements délimités à cet effet.

### Sécurité du personnel

Il est rappelé que toute personne visée par l'article L 3111-4 du Code de la Santé Publique doit satisfaire aux exigences de vaccination.

Le Titulaire doit faire auprès de son personnel une information écrite des risques encourus.

### Plan de prévention

Dans le cadre des interventions du Titulaire sur le site de l’EFS-IDF et conformément à la réglementation, un plan de prévention doit être établi entre l’EFS-IDF et le Titulaire avant le début des Prestations afin de prévenir les risques éventuels liés à la coactivité.

Il est renouvelé chaque année ou à chaque modification impactant la sécurité. Une fois validé, le Titulaire s’engage à transmettre ces documents à son personnel chargé de la réalisation de la prestation afin de les informer des risques potentiels et des consignes de sécurité à suivre.

Chaque Titulaire doit faire respecter par son personnel les mesures de sécurité et les procédures applicables dans l’enceinte des différents sites de l’EFS-IDF où les Prestations doivent être réalisées (port des EPI, interdiction de manger et de boire dans les zones médico-techniques…).

### Confidentialité

Le Titulaire s'oblige à observer la plus grande discrétion quant aux techniques, méthodes et procédés appartenant à l’EFS-IDF ou toutes autres informations dont il aurait été amené à partager la connaissance du fait de l'exécution de la prestation.

Il s'engage également à faire observer par son personnel cette obligation de discrétion.

## Développement durable

Soucieux de s’inscrire dans une démarche d’achat « durable », l’EFS-IDF met en place des démarches et actions susceptibles de correspondre à des actions liées au développement durable. Les axes envisagés, tant sur le plan de la gestion de l’entreprise que dans le cadre des Prestations réalisées, sont les suivants :

* préserver la ressource naturelle en eau (limiter la pollution et la consommation lors de l’entretien du matériel),
* limiter les consommations d’énergie,
* limiter les émissions polluantes (CO2) des véhicules,
* préserver la santé du personnel de l’EFS-IDF et du Titulaire,
* favoriser l’insertion professionnelle des publics en difficulté,
* privilégier les horaires de travail de jour entre 5h et 22h,
* recyclage des pièces détachées remplacées.

## Délais applicables

Les délais mentionnés dans les clauses techniques particulières sont les délais contractuels applicables, hormis dans le cas où le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais moindres. Dans ce cas, ces derniers sont les délais contractuels applicables.

## Politique qualité de l’EFS-IDF

Dans le souci d’une amélioration constante des performances des sites transfusionnels de l’EFS-IDF, il est mis en place un système d’évaluation et de suivi des Prestations basé sur l’analyse d’indicateurs de qualité. Des informations issues de ce système d’évaluation et de suivi sont régulièrement adressées par l’EFS-IDF au Titulaire.

Toute anomalie constatée (non-respect des délais ou des modes opératoires, défaut de traçabilité, etc.) par l'EFS-IDF peut faire l'objet de la rédaction d'une fiche de déclaration de NCR.

Le Titulaire s’engage à répondre aux fiches qui lui sont transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de leur envoi. Les actions curatives nécessaires à la résolution du problème doivent être planifiées.

Parallèlement, le Titulaire accepte la réalisation d’audits de ses Prestations et s’engage à :

• Tenir l’EFS-IDF informé des démarches engagées ou envisagées en matière d’assurance de la qualité et lui faire parvenir les documents s’y rapportant ;

• Fournir, le cas échéant, toutes les pièces relatives au processus d’approvisionnement, de fabrication, de contrôle de la qualité et de livraison mis en œuvre par les sous-traitants auxquels il recourt ;

• Maîtriser les différents maillons de la chaîne de production et de distribution afin de produire un produit de qualité ;

• Actualiser et transmettre à l’EFS-IDF les documents et informations relatifs aux fournitures.

# DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

## Procédure de passation

Le Marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles L2123-1, 1°, R2123-1, 1° et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique.

## Marchés de services sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires

Sans objet.

## Allotissement

La procédure est composée de 2 lots définis comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Numéro du lot | Intitulé |
| 1 | Maintenance préventive et corrective des incubateurs CO2 |
| 2 | Maintenance corrective des étuves de laboratoire |

## Forme

Le Marché est à prix mixtes.

### Marché à prix global et forfaitaire

Le Marché est traité à prix global et forfaitaire (article R2112-6, 2° du code de la commande publique) en ce qui concerne les Prestations suivantes :

* Les Prestations de maintenance préventive des incubateurs CO2

### Accord-cadre à bons de commande

Le Marché est traité sous la forme d’un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles, exécuté au fur et à mesure de l’émission de Bons de commande et mono-attributaire (articles L2125-1, 1°, R2162-2, alinéa 2 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique) en ce qui concerne les Prestations suivantes :

* les prestations de maintenance corrective des deux lots, la fourniture de pièces détachées

les prestations de maintenance préventive ponctuelle, L’Accord-cadre est conclu sans minimum de commandes en valeur ou en quantité.

L’Accord-cadre est conclu avec un maximum de commandes en valeur.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Lot n° 1** | **Maximum de commandes en valeur  sur la durée maximum du Marché (48 mois)** | **50 000 euros HT** |
| **Lot n°2** | **Maximum de commandes en valeur  sur la durée maximum du Marché (48 mois)** | **20 000 euros HT** |

Le Titulaire est engagé à concurrence de la valeur maximale.

## Durée

Le Marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa notification, et prend ainsi effet le jour de la réception de celle-ci par le Titulaire.

A l’issue de cette première période contractuelle de 12 mois, le Marché est reconductible tacitement trois fois pour une nouvelle période de 12 mois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

L’EFS-IDF a la faculté de mettre fin au Marché à la fin de la période d’exécution ferme et de chaque période de reconduction tacite. Cette décision est alors notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant la date de commencement de la période de reconduction à venir.

Le Titulaire reste quant à lui tenu par son engagement pour la durée totale du Marché, soit 48 mois maximum.

## Langue d’exécution

### Principe

La langue dans laquelle est exécuté le Marché est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S’ils ne sont pas rédigés en français, les documents du Marché sont accompagnés d’une traduction en français.

### Obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En application des dispositions de l’article R4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d’une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d’autre part la bonne exécution des Prestations attendues par le personnel affecté à l’exécution du Marché, le Titulaire peut être tenu, suite à l’information préalable de l’EFS-IDF, de veiller à l’intervention d’un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d’interprétariat se fait aux seuls frais du Titulaire.

### Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d’un interprète, l’EFS-IDF désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs sont comptabilisés comme pénalités au titre de l’article afférent de l’AE-CCP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation pour faute du Marché peut être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## Respect des principes de la République

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le Titulaire doit veiller à ce que ses salariés et l’ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s’abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le Titulaire s’assure également que toute autre personne à qui reviendrait tout ou partie de l’exécution du Marché respecte les mêmes obligations. A ce titre, le Titulaire communique à l’EFS-IDF chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l’exécution du service public.

L’EFS-IDF exerce par tout moyen utile le contrôle du respect par le Titulaire de ces obligations. Si l’EFS-IDF constate qu’un membre du personnel affecté aux Prestations par le Titulaire ou son sous-traitant ne respecte pas les obligations prévues par la loi susvisée, il peut demander au Titulaire le remplacement immédiat de la personne. En cas de manquements constatés par l’EFS-IDF, particulièrement dans le cas où une demande de remplacement de la personne a été effectuée, le Titulaire encourt de plein droit, les pénalités prévues à l’AE-CCP. En cas de manquements répétés avérés, l’EFS-IDF se réserve la possibilité de résilier le Marché aux torts du Titulaire, dans les conditions prévues à l’AE-CCP.

## Pièces constitutives

Par dérogation à l’article 4 du CCAG-FCS, le Marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l’ordre d’importance décroissant suivant :

* L’AE-CCP, son annexe financière et ses annexes :
  + *Annexe 1 – Liste des sites EFS-IDF,*
  + *Annexe 2 – Liste des équipements* ;
* Le CCAG-FCS ;
* La proposition technique du Titulaire.

Hormis le CCAG-FCS, l’exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par l’EFS-IDF, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG-FCS applicable bien qu’il ne soit pas matériellement joint au DCE.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des pièces contractuelles d’importance supérieure est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la proposition technique puis durant l’exécution du Marché n’est admise. Le Titulaire s’engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du Marché désignées au présent article.

## Exécution

### Modalités d’exécution du marché à prix global et forfaitaire

Les dispositions du présent article sont applicables aux Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP

La notification du Marché vaut ordre de service de démarrage des Prestations.

### Modalités d’exécution de l’accord-cadre donnant lieu à l’émission de Bons de commande

Les dispositions du présent article sont applicables aux Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP

#### Emission des Bons de commande

L’Accord-cadre s'exécute par l’émission de Bons de commande établis par l’EFS-IDF et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les Bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l’Accord-cadre. Ils indiquent notamment :

* Le numéro du Marché ;
* Les libellés et quantités ;
* Les prix unitaires contractuels HT ;
* Le montant total HT et le montant total TTC du Bon de commande ;
* Le lieu d’exécution et la date d’exécution prévue ;
* Le cas échéant, les conditions particulières d’exécution.

Des Bons de commande rectificatifs peuvent être envoyés.

#### Délais d’exécution des Bons de commande

Les délais d’exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des Bons de commande est impératif.

Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG-FCS, à compter de la réception du Bon de commande, le Titulaire dispose d’un délai de 2 jours ouvrés pour émettre des observations par écrit à l’EFS-IDF.

Le prix HT de règlement est le prix HT en vigueur à la date de l’envoi du Bon de commande.

Le Titulaire est tenu d’exécuter les Bons de commande dont les délais d’exécution vont au-delà de la durée de l’Accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l’expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d’échéance de l’Accord-cadre.

Par dérogation à l’article 13.3.2 du CCAG-FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l’exécution d’un Bon de commande, le Titulaire en avertit l’EFS-IDF dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d’exécution.

#### Documents à fournir

##### Bordereaux de livraisons

Les fournitures livrées doivent être accompagnées d’un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l’agent de l’EFS-IDF réceptionnaire sans ouverture des colis, est conservé par l’EFS-IDF. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

* Le nom de l’EFS-IDF ;
* L’identification du Titulaire ;
* Le numéro du Marché ;
* Le numéro et la date du Bon de commande auquel correspond la livraison ;
* L’identification et les références des fournitures objets de la livraison ;
* Les quantités livrées ;
* Le numéro de lot de production et la date de péremption des fournitures livrées ;
* Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
* La date d’expédition des colis ;
* Les conditions de transport et de conservation ;
* Le cas échéant, en cas de livraison incomplète, les quantités restant à livrer et leurs délais.

L’EFS-IDF et le Titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, le cas échéant selon les modalités définies dans sa proposition technique.

Le Titulaire est déclaré responsable des fournitures jusqu’à leur livraison sur le site de l’EFS-IDF concerné. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le Bon de commande correspondant.

##### Les certificats de contrôle

Le Titulaire s’engage à ne livrer que des fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu’il a décrits dans sa proposition technique.

A chaque livraison, et lorsque des contrôles qualité sont exigés dans l’AE-CCP, les résultats des contrôles effectués par le Titulaire sur les lots livrés sont adressés au responsable du site destinataire de la commande, simultanément lors de la livraison des fournitures ou dans un délai maximal de quarante-huit heures. A défaut, les résultats doivent être consultables sur le site internet du Titulaire.

#### Vérification et admission des services

Sous réserve des stipulations de l’AE-CCP, les opérations de vérification et d’admission des services s’effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

## Pénalités

En cas d’application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Prestations non réalisées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable lui sont facturées.

### Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux délais indiqués à l’AE-CCP ou, si le Titulaire s’est engagé dans sa proposition technique à des délais inférieurs, à ces derniers.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de l’EFS-IDF.

Par dérogation à l’article 14.1.2 du CCAG-FCS, aucun montant plafond d’application des pénalités de retard n’est prévu.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité pour cause de non-atteinte d’un montant plancher n’est prévue.

En cas de résiliation du Marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu’à la veille incluse de la date d’effet de la résiliation.

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités applicables sont les suivantes.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Article référent de l’AE-CCP | Cause de la pénalité | Montant unitaire de la pénalité en euros HT |
| 2.5.1.3 | Non-respect des GTI (Garantie temps d’intervention) si le motif de ce non-respect est invalidé par le service biomédical | 30 euros HT par jour ouvré de retard |
| 2.5.1.3 | Non-respect des GTR (Garantie de rétablissement après intervention) si le motif de ce non-respect est invalidé par le service biomédical | 30 euros HT par jour ouvré de retard |
| 2.6.1 | Non-respect des délais d’envoi du rapport d’intervention | 30 euros HT par jour ouvré de retard |
| 2.6.2 | Retard lors de l’envoi du rapport annuel | 25 euros HT par jour calendaire de retard |
| 2.12 | Non-respect du délai de réponse aux fiches NCR (non-conformité) | 50 euros par jour calendaire de retard |

### Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l’exécution des Prestations, l’EFS-IDF pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 150 euros HT par manquement constaté.

### Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d’interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d’interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l’interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour l’EFS-IDF, assortie d’une pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de carence constaté.

### Pénalité pour non-respect des principes de la République

En cas de manquements relatifs au respect des principes de la République par le Titulaire constatés par l’EFS-IDF, l’EFS-IDF pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 50 euros HT par manquement constaté.

## Sous-traitance

En application des articles L2193-4, R2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout Sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du Marché être déclaré à l’EFS-IDF afin d’être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir à l’EFS-IDF une déclaration de sous-traitance (de préférence via le formulaire DC4) mentionnant notamment :

1. La nature des prestations sous-traitées ;
2. Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l’adresse du Sous-traitant proposé ;
3. Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au Sous-traitant ;
4. Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
5. Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant équivalentes à celles demandées au titulaire

Le Titulaire remet également à l’EFS-IDF une déclaration du sous-traitant indiquant qu’il ne tombe pas sous le coup d’une interdiction d’accéder aux marchés publics.

Si le montant des Prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du Sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

## Modifications

### Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l’EFS-IDF par écrit dans les plus brefs délais.

Le Marché ne pourra en aucun cas faire l’objet d’une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable de l’EFS-IDF. De même, le transfert du Marché à un autre opérateur économique suite à une opération de restructuration du Titulaire ne peut s’opérer de plein droit sans agrément préalable de l’EFS-IDF.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer l’EFS-IDF dans les plus brefs délais et produire l’ensemble des documents et renseignements suivants, concernant l’opérateur économique à qui le Marché est cédé :

- Une copie de l’acte relatif à l’opération de restructuration définitif déposé au greffe du tribunal de commerce territorialement compétent ;

- Une copie de l’annonce légale relative à l’acte précité ;

- Une attestation fiscale ;

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (article D8222-5 du code du travail) ;

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D8254-4 du code du travail) ;

- Une attestation d’assurance relative à la responsabilité civile professionnelle en cours de validité établie par la compagnie d’assurance de l’opérateur économique ;

- Le pouvoir de la personne habilitée à engager l’opérateur économique ;

- Un relevé d’identité bancaire ;

- Un numéro unique d’identification permettant à l’EFS-IDF d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La cession du Marché acceptée par l’EFS-IDF fait l’objet d’un avenant constatant le transfert du Marché au nouveau Titulaire conclu entre l’EFS-IDF, le cessionnaire et le cas échéant le Titulaire cédant.

### Clauses de réexamen

En application des articles L2194-1, 1° et R2194-1 du code de la commande publique, le Marché comporte les clauses de réexamen indiquées ci-après. La mise en œuvre de ces clauses n’entraîne pas la conclusion d’avenants.

#### Circonstances imprévues

En application de l’article R2194-1 du code de la commande publique, dans le cas de la survenance de circonstances imprévues qu’un acheteur ne pouvait pas prévoir, l’EFS-IDF peut :

- Emettre un Bon de commande / ordre de service auprès d’un autre fournisseur en cas d’impossibilité pour le Titulaire d’exécuter les Prestations, dans la limite fixée à l’article R.2194-5 du code de la commande publique ;

- Accepter temporairement un rallongement des délais d’exécution du Marché.

Pour l’application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit à l’EFS-IDF les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le Marché.

Si l’EFS-IDF accepte ces éléments explicatifs, le service des achats et des affaires juridiques de l’EFS-IDF en notifie leur acceptation au Titulaire et lui précise les délais temporairement applicables.

#### Modification des lieux d’exécution

Les lieux d’exécution sont susceptibles d’être modifiés au cours de l’exécution du Marché.

L’EFS-IDF en informe le Titulaire en lui transmettant l’annexe 1 de l’AE-CCP mise à jour.

Les nouveaux lieux d’exécution sont nécessairement situés en Ile-de-France et leur ajout est insusceptible d’entraîner une révision de prix.

#### Evolution du parc

En cas d’ajout ou de retrait d’un équipement du parc, le montant du prix global et forfaitaire est modifié en application de la formule suivante :

(Prix global et forfaitaire annuel / nombre d’équipements lors de la remise de l’offre) x le nouveau nombre d’équipements.

L’ajout ou le retrait d’un ou plusieurs équipements en cours d’exécution est insusceptible de justifier une modification des prix unitaires.

### Suspension du Marché en cas de circonstances imprévisibles

Dans ce cas il est fait application de l’article 24 du CCAG-FCS.

### Evolutions administratives

Au cours de l’exécution du Marché, le Titulaire informe par écrit l’EFS-IDF de toute modification de désignation ou de référence de Prestations objets du Marché.

L’EFS-IDF prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n’a pour objet que la stricte correction d’une erreur matérielle dans la désignation ou dans l’indication des références de la Prestation considérée, ou l’attribution d’une nouvelle référence à cette Prestation, dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai l’EFS-IDF de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Prestations.

Sur la base des informations transmises, l’EFS-IDF décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, l’EFS-IDF peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Prestations nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision de l’EFS-IDF.

A l’exception des cas de mise à disposition de nouvelles fournitures, toute évolution technologique acceptée par l’EFS-IDF, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les prix du Marché et sur les quantités maximales de Prestations prévues à l’AE-CCP.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou toute introduction de nouvelles Prestations dans le cadre du Marché donnent lieu à la conclusion d’un avenant.

Toute modification acceptée par l’EFS-IDF donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire à l’EFS-IDF.

## Défaillance du Titulaire

Par dérogation à l’article 45.1 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution, de retard ou d'exécution partielle des Prestations, pour quelque motif que ce soit, et faute d’accord entre les deux parties, l’EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu’une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## Règlement financier

### Contenu des prix

Les prix du Marché sont les prix, exprimés en euros hors taxes et toutes taxes comprises, mentionnés dans la partie « ACTE D’ENGAGEMENT » de l’AE-CCP / l’annexe financière (BPU et DPGF uniquement). La taxe sur la valeur ajoutée est appliquée au taux légal en vigueur le jour de l’exécution des Prestations.

Les prix sont entendus franco de port et d’emballage et comprennent les coûts afférents aux Prestations.Ils sont réputés comprendre :

* Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les Prestations ;
* Tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l’emballage, à la manutention, à l’assurance, au stockage, et au transport jusqu’aux lieux d’exécution;
* Toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des Prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

### Forme des prix

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP, le Marché est conclu au prix global et forfaitaire annuel indiqué dans la partie « ACTE D’ENGAGEMENT » de l’AE-CCP.

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP, le Marché est conclu à prix unitaires basés sur l’annexe financière.

### Evolution des prix

Les prix sont révisables à compter de la deuxième année d’exécution du Marché, soit la date anniversaire de la prise d’effet du Marché.

La formule de révision est décrite ci-après.

P1 = PO x [0,15+0,85 x (0,8 x TS/TS0 + 0,2IC/IC0)]

Formule dans laquelle :

* P1 = prix révisé
* PO = prix de référence, lequel est le prix fixé par le Titulaire lors de la remise de l’offre
* TS = dernier indice trimestriel connu lors de la demande de révision de prix
* TS0 = indice en vigueur le mois de la date limite de remise de l’offre
* IC = dernier indice mensuel connu lors de la demande de révision de prix
* IC0 = indice en vigueur le mois de la date limite de remise de l’offre

Les indices utilisés sont les suivants : TS : [001565183](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183) et IC : [001764283](https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764283).

Sous peine de forclusion, la demande de révision du prix est transmise par le Titulaire au service des achats et des affaires juridiques de l’EFS-IDF au plus tard 3 mois avant la date de commencement de l’année d’exécution à venir, soit la date anniversaire de la prise d’effet du Marché.

Les prix ne peuvent augmenter, au cours d’une même année, que de 1,5 % maximum.

Dès lors que la variation du prix dépasse le pourcentage fixé, l’EFS-IDF se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire, par dérogation à l’article 38 du CCAG-FCS, ne puisse prétendre à indemnité.

### Avance

Sauf refus exprès du Titulaire mentionné dans l’AE-CCP, une avance lui est versée lorsque les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10 et aux articles R2191-15 à R2191-18 du code de la commande publique sont réunies.

Par dérogation à l’article 11.1 du CCAG-FCS, le taux de l’avance est de 10 %.

Le remboursement de l’avance s’opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du Marché conformément aux articles R2191-11, R2191-12, R2191-14 et R2191-19 du code de la commande publique.

### Modalités de facturation et de règlement

#### Terme

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP, la facture est adressée à terme échu une fois par mois. Le montant à facturer est équivalent à 1/12e du montant global et forfaitaire annuel du Marché.

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP, la facture est adressée après l’exécution des Prestations réalisées au titre du Bon de commande.

#### Contenu

Le Titulaire transmet à l’EFS-IDF un exemplaire d’une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

* Les nom et adresse du créancier ;
* Le numéro du Marché ;
* Le cas échéant, le numéro du Bon de commande ;
* Le cas échéant, le numéro du bon de livraison ;
* La quantité et la désignation des Prestations réalisées ;
* Le montant hors TVA des Prestations ;
* Le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
* Le montant total TTC ;
* La date de facturation.

#### Dématérialisation

Conformément à l’article L2192-1 du code de la commande publique, les titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l’Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l’Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par l’EFS-IDF, sont adressées à l’EFS-IDF par l’utilisation du numéro de SIRET, lequel est 428 822 852 01811.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l’EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro du Bon de commande (s’il existe) et le numéro du Marché sont à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures est transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l’informant notamment des statuts suivants :

* « Facture rejetée », en cas de refus par l’EFS de la facture émise ;
* « Facture suspendue », en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement ; ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par l’EFS.

### Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de 60 jours à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l’EFS-IDF.

Si la réception de la facture est antérieure à l’acceptation de l’exécution des services, le point de départ du délai de paiement correspond à la date d’admission de l’exécution des services.

Si, à l’issue des opérations d’admission, les Prestations ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d’une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l’AE-CCP, elles donnent lieu à un avoir.

L’EFS-IDF se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

### Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d’une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l’objet d’une notification au Titulaire par tout moyen permettant d’attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s’opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu’à la réception par l’EFS-IDF de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l’article R2192-29 du code de la commande publique.

### Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d’un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l’expiration du délai global jusqu’à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d’un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l’exécution des Prestations qui lui incombent en application du Marché.

### Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s’effectuent conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation à l’article 4.1.2 du CCAG-FCS, seules seront notifiées au Titulaire la copie de l’AE-CCP et la copie de l’annexe financière.

Par dérogation à l’article 4.2.2 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF délivre uniquement l’exemplaire unique en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

## Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l’EFS-IDF au Titulaire restent la propriété de l’EFS.

Tant pendant la durée du Marché qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l’occasion de l’exécution du Marché.

Au terme du Marché, le Titulaire s’engage, après s’être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l’ensemble des documents et informations mis à disposition par l’EFS-IDF.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s’engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d’empêcher qu’elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### Obligations du Titulaire

Le Titulaire s’engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

* Ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d’informations qui lui seraient confiés, à l’exception des copies nécessaires pour les besoins de l’exécution des Prestations et à la condition que l’EFS-IDF ait donné son accord préalable ;
* Ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
* Ne pas divulguer ces documents ou informations à d’autres personnes, qu’il s’agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
* Prendre toutes mesures permettant d’éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d’exécution du Marché ;
* Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l’intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du Marché ;
* Au terme du Marché, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
* Garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire à accès dans le cadre du Marché ;
* Veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du Marché :
  + S’engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  + Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L’EFS-IDF se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s’engage à ne pas sous-traiter l’exécution des Prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de Marché sans l’accord préalable de l’EFS-IDF.

### Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L’EFS-IDF peut prononcer la résiliation immédiate du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## Responsabilité – Assurances

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des Prestations. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l’égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des Prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les Sous-traitants désignés au Marché doivent justifier au moment de la notification du Marché, puis en cours d’exécution, au moyen d’une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l’étendue de la garantie, de la date d’expiration des garanties prévues au contrat, d’une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu’ils encourent vis-à-vis des tiers et de l’EFS en cas d’accident ou de tous dommages causés à l’occasion de l’exécution du Marché.

L’attestation doit être remise dans le délai de 15 jours après demande de l’EFS-IDF au Titulaire.

## Résiliation (articles L2195-1 et suivants du code de la commande publique)

### Résiliation pour motif d’intérêt général

L’EFS-IDF peut mettre fin à tout moment à l’exécution du Marché, pour tout motif d’intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Est notamment constitutif d’un motif d’intérêt général la conclusion d’un marché public sur des prestations identiques ou incluant l’objet du Marché pour répondre aux besoins de l’ensemble des ETS.

Par dérogation à l’article 42 du CCAG-FCS, dans la mesure où le Marché ne comporte pas d’engagement minimum contractuel, aucune indemnité n’est due dans ce cas.

### Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l’EFS-IDF peut procéder à la résiliation du Marché, en application de l’article 41 du CCAG-FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci ne puisse prétendre à indemnité, dans les cas suivants :

* Faute du Titulaire ou incapacité manifeste et durable de celui-ci à satisfaire à l’exécution de ses obligations, constatée par l’EFS-IDF ;
* Manquements répétés avérés au respect des principes de la République ;
* Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées à l’AE-CCP ;
* Non-rectification d’un des motifs d’irrégularité décrit aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire ;
* Non-fourniture ou non-rectification d’une inexactitude, dans un délai de 15 jours suivant la mise en demeure adressée par l’EFS-IDF au Titulaire (sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles), des documents mentionnés à l’article de l’AE-CCP relatif aux obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale.

L’EFS-IDF peut résilier le Marché à la condition d’avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués, et que la mise en demeure soit restée infructueuse.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification de la décision de résiliation.

### Résiliation pour événements liés au Marché

Conformément à l’article 40.1 du CCAG-FCS, l’EFS-IDF peut résilier le Marché dans les deux cas suivants :

* Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des Prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du Marché ;
* Lorsque le Titulaire est mis dans l’impossibilité d’exécuter le Marché du fait d’un évènement ayant le caractère de force majeure.

## Exécution aux frais et risques

L’EFS-IDF se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l’exécution de tout ou partie des Prestations aux frais et risques du Titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues à l’article 45 du CCAG-FCS et à l’article de l’AE-CCP relatif à la défaillance du Titulaire.

## Litiges

L’EFS-IDF et le Titulaire conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable et, faute de l’obtenir, de s’en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges respectifs.

## Obligations du Titulaire au regard de sa situation fiscale et sociale

En application des obligations imposées par les articles L8222-1 et R8222-1 du code du travail, le Titulaire transmet à l’EFS-IDF tous les six mois et jusqu’à la fin de l’exécution du Marché les pièces mentionnées ci-après. Cette transmission est requise y compris pour les éventuels membres du groupement non mandataires et les éventuels sous-traitants.

### Titulaire établi en France

Le Titulaire établi en France remet les pièces suivantes (article D8222-5 du code du travail) :

* Une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l’URSSAF ;
* Une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l’impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
* Un numéro unique d’identification permettant à l’acheteur d’accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

La transmission s’effectue via e.Attestations.

### Titulaire établi à l’étranger

Le Titulaire établi à l’étranger remet les pièces qui résultent de la réglementation d'effet équivalent de son pays d'origine et celles qui lui sont applicables au titre de son activité en France (articles L8222-4, D8222-7 et D8222-8 du code du travail).

# ACTE D’ENGAGEMENT *(PARTIE A COMPLETER PAR LE SOUMISSIONNAIRE)*

## Cet acte d'engagement correspond :

au lot n° … ou aux lots n° … du Marché.

à la totalité des lots.

à l’offre de base.

## Engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

### Identification et engagement du soumissionnaire ou du groupement d’opérateurs économiques

* *(Le soumissionnaire coche les cases correspondantes.)*

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du Marché énumérées à l’AE-CCP et conformément à leurs clauses :

Le signataire

s’engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

engage la société ……………………… sur la base de son offre ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****]*

* L’ensemble des membres du groupement s’engagent, sur la base de l’offre du groupement ;

*[Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l’établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro* ***SIREN/SIRET****.]*

### Identification du (ou des) sous-traitant(s)

En cas de présentation d’un ou de plusieurs sous-traitants, le soumissionnaire fournit à l’appui de l’AE une déclaration de sous-traitance (DC4) pour chacun des sous-traitants.

### Prix

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Marché à prix global et forfaitaire » de l’AE-CCP, le soumissionnaire s’engage sur la base du prix global et forfaitaire annuel suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| Montant total annuel HT | € |
| Taux de la TVA[[1]](#footnote-1) | % |
| Montant total annuel TTC | € |

En ce qui concerne les Prestations listées à l’article « Accord-cadre à bons de commande » de l’AE-CCP, le soumissionnaire s’engage sur la base des prix indiqués dans l’annexe financière.

### Nature du groupement et, en cas de groupement conjoint, répartition des prestations

*(En cas de groupement d’opérateurs économiques.)*

Pour l’exécution du Marché, le groupement d’opérateurs économiques est :

* conjoint OU  solidaire

*(Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d’entre eux s’engage à réaliser.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Désignation des membres  du groupement conjoint | Prestations exécutées par les membres  du groupement conjoint | |
| Nature de la prestation | Montant HT  de la prestation |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

### Compte(s) à créditer

***Le soumissionnaire remplit ci-dessous le nom de l’établissement bancaire et le numéro de compte complet, il joint à son offre un ou des relevé(s) d’identité bancaire ou postal ; il vérifie que l’IBAN est clairement mentionné sur le document transmis.***

***Dans l’hypothèse de compte bancaire domicilié à l’étranger, le soumissionnaire transmet à l’EFS une domiciliation bancaire au format international SWIFT.***

**** Nom de l’établissement bancaire :

**** Numéro de compte :

### Régime fiscal lié aux services objets du Marché

*(Le soumissionnaire obtient l’information auprès de son service comptable).*

Le soumissionnaire a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le soumissionnaire indique le taux de TVA applicable aux services objets du Marché : ……

Le soumissionnaire indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ………………

Le cotraitant a opté pour le régime des débits :  oui  non

Le cotraitant indique le taux de TVA applicable aux services objets du Marché : ……

Le cotraitant indique, le cas échéant, son numéro d’agrément de formation continue : ………………

### Avance (article R2191-5 du code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance :

NON  OUI

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

### Délai de validité de l’offre

Le présent engagement me lie pour le délai de validité de l’offre indiqué dans le règlement de la consultation.

## Indication des contacts et signature du Marché par le soumissionnaire, candidat individuel, ou, en cas de groupement d’opérateurs économiques, le mandataire dûment habilité ou chaque membre du groupement, et indication des contacts

### Contacts du soumissionnaire

**Contact(s) du soumissionnaire (coordonnées des personnes chargées de la passation et de l’exécution du marché public : interlocuteur commercial, technique, qualité, administratif (facturation)) :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom, prénom et fonction** | **Coordonnées téléphonique (numéro fixe, mobile, fax) et électronique (mail)** |
|  |  |
|  |  |
|  |  |
|  |  |

### Signature du Marché par le soumissionnaire individuel

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

### Signature du Marché en cas de groupement

Les membres du groupement d’opérateurs économiques désignent le mandataire suivant *(article R.2142-24 CCP)*:

*(Le soumissionnaire indique le nom commercial et la dénomination sociale du mandataire).*

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est :

*(Le soumissionnaire coche la case correspondante.)*

* conjoint OU  solidaire

Les membres du groupement ont donné mandat au mandataire, qui signe l’AE :

*(Le soumissionnaire coche la (ou les) case(s) correspondante(s).)*

pour signer l’AE en leur nom et pour leur compte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

*(joindre les pouvoirs en annexe du présent document.)*

ont donné mandat au mandataire dans les conditions définies par les pouvoirs joints en annexe.

Les membres du groupement, qui signent l’AE :

*(Les membres du groupement cochent la case correspondante.)*

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis de l’EFS-IDF et pour coordonner l’ensemble des Prestations ;

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du Marché ;

donnent mandat au mandataire dans les conditions définies ci-dessous :

*(Donner des précisions sur l’étendue du mandat.)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nom, prénom et qualité**  **du signataire (\*)** | **Lieu et date de signature** | **Signature** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  |  |  |

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d’engager la personne qu’il représente.

## Identification du pouvoir adjudicateur

### Désignation du pouvoir adjudicateur

Établissement français du sang – Ile-de-France  
Z.A. LEAPARK – Bâtiment B  
122-130, rue Marcel Hartmann  
94200 Ivry-sur-Seine  
Tél. : 01 43 90 50 00  
Fax : 01 43 90 50 50  
Mail : [marches-publics.idf@efs.sante.fr](mailto:marches-publics.idf@efs.sante.fr)  
SIRET : 428 822 852 01811

### Nom, prénom, qualité du signataire du Marché

Madame la Directrice par intérim de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Laure Bourguignat, nommée par décision du Président de l’EFS n° N 2025-27 du 25 août 2025, conformément à l’article D. 1222-10-2 du Code de la santé publique

### Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R2191-60 du CCP (nantissements ou cessions de créances)*:*

Madame la Directrice par intérim de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Laure Bourguignat

### Représentant du pouvoir adjudicateur pour l’exécution du Marché et ordonnateur des paiements

Madame la Directrice par intérim de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France, Laure Bourguignat

### Désignation, adresse, numéro de téléphone du comptable assignataire

Madame l’Agent comptable secondaire de l’établissement de transfusion sanguine d’Ile-de-France (cf. coordonnées à l’article 4.4.1)

### Imputation budgétaire :

Budget propre de l’EFS

# DECISION DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(PARTIE A COMPLETER PAR L’EFS)*

**La présente offre est acceptée**

en ce qui concerne la totalité des lots

en ce qui concerne le ou les lots ci-après seulement : …

Elle est complétée par les annexes suivantes :

Annexe n°… relative aux demandes de précisions ou de compléments sur la teneur des offres (ou OUV6-OUV7) ;

Annexe n°… relative à la mise au point du Marché (ou OUV11) ;

Autres annexes : PV de négociation

A Ivry-sur-Seine, le

La représentante du pouvoir adjudicateur

Laure Bourguignat

Directrice par intérim de l’EFS Ile-de-France

1. Ne pas remplir lorsque les règles de TVA intracommunautaire prévoient le paiement de la TVA par l’acheteur. Dans ce cas, celui-ci doit indiquer son numéro d’identification au candidat avant la date de facturation. [↑](#footnote-ref-1)